

Chronologie*

1978 :

28 décembre. — Promulgation de la Constitution.

29 décembre. — Dissolution des Cortès.

1979 :

5 février. — Ouverture officielle des négociations d'accès à la CEE.

7 février. — Ouverture de la campagne électorale législative.

8 février. — Prise de position de la Commission permanente de la Conférence épiscopale favorable aux partis conservateurs.

1^{er} mars. — Election de 350 députés et 208 sénateurs.

12 mars. — Ouverture de la campagne municipale.

28 mars. — Après avoir procédé aux consultations exigées par la Constitution, Juan Carlos I^{er} désigne A. Suarez comme candidat à la présidence du Gouvernement.

30 mars. — Adolfo Suarez reçoit l'investiture des députés par 183 voix contre 149 et 8 abstentions.

3 avril. — Elections municipales.

6 avril. — Formation du nouveau Gouvernement.

19 avril. — Elections des maires, qui sont de gauche dans 1 800 cas sur 8 000.

21 mai. — Arrivée à Madrid, en visite officielle, du Président roumain M. Ceausescu.

14 juin. — Visite officielle de Juan Carlos I^{er} au Maroc.

13 juillet. — Annonce de l'envoi d'un observateur de l'Espagne au

sommet des non-alignés à La Havane.

14 septembre. — Arrivée à Madrid, en visite officielle, de M. Yasser Arafat, président de l'OLP.

25 septembre. — M. A. Suarez annule le voyage qu'il devait faire en Amérique centrale et du Nord, en raison de la brutale recrudescence du terrorisme basque.

16 octobre. — Visite officielle de Juan Carlos I^{er} en Suède.

20 novembre. — Plusieurs centaines de milliers de personnes assistent à Madrid à la manifestation organisée par l'extrême-droite pour l'anniversaire de la mort de Franco.

1980 :

11 janvier. — Entrée en vigueur des statuts d'autonomie basque et catalan et constitution de Gouvernements provisoires.

16 janvier. — Démission du ministre de la culture, Manuel Clavero, à la suite de la prise de position de l'UCD hostile à l'autonomie de l'Andalousie.

19 janvier. — Retour à Rome des cendres d'Alphonse XIII, grand-père de Juan Carlos I^{er}.

30 janvier. — Lettre de 250 curés basques à Jean-Paul II pour dénoncer la torture et demander l'amnistie totale pour les prisonniers politiques basques.

28 février. — Référendum sur l'autonomie andalouse.

9 mars. — Elections au Parlement basque (résultats p. 144).

* Sources : *Etudes économiques de l'OCDE pour 1980* (publié en avril 1980).

20 mars. — Elections au Parlement catalan.

9 avril. — Election de M. Carlos Garaicoetxea à la présidence de la Généralité du Pays basque.

16 avril. — Ouverture des négociations avec la Grande-Bretagne sur Gibraltar.

18 avril. — Destitution du chef de la garde civile, le lieutenant général Fontenia, auteur de critiques du projet de loi sur la garde civile.

24 avril. — Election, au second tour, de M. Jordi Pujol à la présidence de la Généralité de Catalogne.

2 mai. — Remaniement ministériel, quatrième Gouvernement Suarez.

7 mai. — Fin du procès des auteurs du complot « galaxie », faisant l'objet de faibles condamnations.

9 mai. — Condamnation du directeur du quotidien *El Pais* à trois mois de prison pour un éditorial publié en 1978.

21 mai. — Dépôt d'une motion de censure par les députés socialistes.

26 mai. — Visite à Madrid de Sandro Pertini, Président de la République italienne.

30 mai. — Rejet de la motion de censure socialiste.

15 juin. — Annonce, par le ministre des affaires étrangères, de la volonté de l'Espagne d'adhérer à l'OTAN.

16 juin. — Destruction de camions espagnols par des agriculteurs français ; blocage de la frontière par les camionneurs espagnols.

16 juillet. — Election de J. A. Saramanch à la présidence du CIO.

25 juillet. — Vol de huit tonnes d'explosifs, par l'ETA, dans la province de Santander.

13-23 août. — Grève de la faim et occupations de terre en Andalousie.

9 septembre. — Nouveau remaniement ministériel, cinquième Gouvernement Suarez.

18 septembre. — Confiance au Gouvernement votée par 180 voix contre 164 et 2 abstentions.

1^{er} octobre. — Début de l'examen en commission du projet de loi sur le divorce.

11 octobre. — Nomination de M. Oreja, ancien ministre des affaires étrangères, comme gouverneur civil du Pays basque.

17 octobre. — Nomination de M. Melia, ancien secrétaire d'Etat à l'information, gouverneur civil de Catalogne.

29 octobre. — Adoption par les députés d'une loi antiterroristes.

11 novembre. — Ouverture officielle de la Conférence sur la Coopération et la Sécurité en Europe.

13 novembre. — Ouverture du Congrès de l'Internationale socialiste.

18 novembre. — Visite officielle en France du nouveau ministre des affaires étrangères, M. Perez Llorca.

23 novembre. — Attentat à Hendaye du bataillon basque-espagnol, faisant deux morts et neuf blessés.

9 décembre. — Visite officielle de M. Adolfo Suarez au Pays basque.

21 décembre. — Référendum sur l'autonomie en Galice.

23 décembre. — Acceptation par le Gouvernement de la création d'une police basque.

28 décembre. — ETA annonce sa volonté de continuer sa lutte et la possibilité de s'attaquer aux partis basques réformistes.

29 décembre. — Accord entre le Gouvernement et la Communauté autonome basque permettant à celle-ci de lever ses propres impôts.

30 décembre. — Assassinat à Biarritz d'un membre de l'ETA.

1981 :

6 janvier. — A l'issue de leur V^e Congrès, les communistes catalans, en semi-rupture avec S. Carrillo, adoptent un rapport de politique étrangère qui consacre les thèses du courant pro-soviétique.

29 janvier. — Démission de A. Suarez, chef du Gouvernement depuis juillet 1976.

3 février. — Le roi Juan Carlos se rend pour trois jours en visite officielle au Pays basque.

6 février. — Début du Congrès de l'UCD à Palma de Majorque.

9 février. — Grève générale et manifestations de protestation au Pays basque après l'assassinat de l'ingénieur Ryan par l'ETA-militaire.

10 février. — Enlèvement par l'ETA politico-militaire des consuls d'Autriche, du Salvador et d'Uruguay à San Sebastian.

13 février. — Le terroriste basque Jose Arregui meurt en prison à la suite d'un « interrogatoire ».

18 février. — Désigné par le roi le 10 février pour succéder à A. Suarez, Leopoldo Calvo Sotelo présente son programme devant le Congrès des députés.

23 février. — Un groupe de gardes civils armés conduits par le lieutenant-colonel Tejero Molina donnent l'assaut au Congrès des députés et prennent en otages les membres du Gouvernement et tous les parlementaires présents pour le vote d'investiture de L. Calvo Sotelo.

24 février. — Echec de la tentative de putsch ; les insurgés font leur reddition.

25 février. — L. Calvo Sotelo obtient la majorité absolue des suffrages des députés (186 sur 355).

25 février. — Arrestation du général Milans del Bosch, capitaine général de la région de Valence, dont se réclamait le principal putschiste.

28 février. — ETA politico-militaire libère les trois consuls enlevés le 10 et déclare suspendre « inconditionnellement » la lutte armée.

9 mars. — Mort à Bayonne de l'extrémiste basque Telesforo de Monzon.

23 mars. — Le plan antiterroriste annoncé par le Gouvernement prévoit la participation directe des forces armées à la lutte contre l'ETA au Pays basque.

9 avril. — Escale à Madrid du secrétaire d'Etat américain M. Alexander Haig.

22 avril. — Voyage officiel en RFA de L. Calvo Sotelo.

23 avril. — Les députés approuvent la réglementation de l'état d'exception.

7 mai. — Trois jours après l'assassinat d'un général et de trois policiers, le général De Valenzuela, chef de la maison militaire du roi, est victime d'un attentat.

11 mai. — Ancien ambassadeur et ancien ministre, M. de Areilza est élu président de l'Assemblée du Conseil de l'Europe.

23 mai. — Un commando investit pendant 37 heures la *Banque centrale de Barcelone* et retient près de 200 otages.

12 juin. — M. Claude Cheysson, ministre français des relations extérieures, s'entretient à Madrid du problème des demandes d'extradition avec MM. Calvo Sotelo et Perez Llorca.

15-19 juin. — Visite officielle du roi d'Arabie saoudite à Madrid.

22 juin. — Adoption par les députés de la loi sur le divorce.

23 juin. — M. Marcelino Camacho est réélu secrétaire général des Commissions ouvrières.

13 juillet. — Les ministres des affaires étrangères de la CEE décident de bloquer jusqu'en novembre la négociation sur l'adhésion de l'Espagne.

28 juillet. — X^e Congrès du PCE.

29 juillet. — Visite à Madrid de M. Gaston Defferre, ministre français de l'intérieur.

1^{er} août. — L'Union du centre démocratique (au pouvoir) et le Parti socialiste concluent un accord sur les autonomies régionales.

1^{er} septembre. — Démission du Gouvernement de M. F. Fernandez Ordoñez, ministre de la justice.

3 septembre. — L'Espagne et les Etats-Unis prorogent pour huit mois le traité d'amitié et de coopération qui venait à expiration le 21 septembre.

10 septembre. — Retour en Espagne du *Guernica* de Picasso.

14 septembre. — Elu au poste de premier vice-secrétaire général, M. Nicolas Sartorius devient le n^o 2 du PCE.

7 octobre. — Le Gouvernement crée une commission d'enquête sur le scandale des huiles frelatées.

12-14 octobre. — Visite officielle aux Etats-Unis du roi Juan Carlos et de la reine Sophie.

20 octobre. — Le parti gouvernemental UCD est sévèrement battu aux élections pour le Parlement autonome de Galice, remportées par l'Alliance populaire de M. Fraga Iribarne.

23 octobre. — Le Gouvernement limoge le directeur de la radio-télévision nommé en janvier par A. Suarez.

24 octobre. — A l'issue du XXIX^e Congrès du PSOE, M. Felipe Gonzalez est réélu à la tête du Parti socialiste.

29 octobre. — Le Congrès des députés adopte le projet d'adhésion de l'Espagne à l'OTAN.

4 novembre. — Quinze parlementaires de l'aile social-démocrate, dirigée par M. F. Ordoñez, abandonnent l'UCD.

12 novembre. — Le comité central du PCE décide d'expulser de son sein les six représentants du courant « rénovateur », dont M. Manuel Azcarate.

15 novembre. — A l'appel des partis de gauche, manifestation à Madrid contre l'adhésion à l'OTAN.

21 novembre. — M. L. Calvo Sotelo accède à la présidence de l'UCD.

22 novembre. — Manifestation de l'extrême-droite pour le sixième anniversaire de la mort de Franco.

1^{er} décembre. — Le chef du Gouvernement procède à un remaniement ministériel, sans modifier l'équilibre entre les différentes composantes de la formation centriste au pouvoir.

2 décembre. — Dépôt de la demande officielle d'adhésion de l'Espagne à l'Alliance atlantique auprès du secrétaire général de l'OTAN.

7 décembre. — Cent officiers et sous-officiers publient un manifeste en faveur des putschistes du 23 février.

13 décembre. — Le PCE déclare « inacceptables et condamnables » les événements de Pologne.

24-25 décembre. — A l'occasion de son message de Noël, le roi affirme qu'« il n'y a pas d'autre issue que l'ordre constitutionnel ».

1982 :

2 janvier. — Un chauffeur de taxi, première victime du terrorisme basque en 1982.

25 janvier. — Visite officielle du roi en Inde. F. Gonzalez écarte l'hypothèse d'un gouvernement de coalition PSOE-UCD.

26 janvier. — Rupture, au sein du Parti communiste catalan (PSUC), entre prosoviétiques et eurocommunistes.

4 février. — Le ministère public requiert trente ans de prison contre les principaux accusés de la tentative de coup d'Etat du 23 février 1981.

6 février. — L'Eglise s'oppose à la définition de l'université comme service public.

16 février. — Tous les partis, sauf l'Alliance populaire, demandent la plus grande sévérité dans le procès du « 23 février ».

18 février. — Ouverture du procès du « 23 février ».

28 février. — Création par des libéraux du Parti démocrate libéral (PDL).

9 mars. — Interdiction de vente de tabac aux moins de seize ans.

14 mars. — Manifestations contre le projet de loi sur le processus d'autonomie.

16 mars. — Un procès en cours à Bilbao suscite une très vive controverse sur l'avortement.

16 avril. — Le Gouvernement retire des Cortès le projet de loi sur l'autonomie universitaire.

28 avril. — Approbation, au Congrès des députés, du statut de la Communauté valencienne.

1^{er} mai. — Ouverture de la campagne électorale pour le Parlement andalou.

13 mai. — Démission de Mgr Tarancón, archevêque de Madrid, âgé de 75 ans.

23 mai. — Le PSOE, avec 52 % des voix et 66 sièges sur 109, gagne largement les élections andalouses.

25 mai. — A l'unanimité moins trois voix, les députés approuvent la loi de programmation militaire pour huit ans.

30 mai. — L'Espagne devient membre de l'OTAN.

31 mai. — F. Gonzalez réaffirme l'intention des socialistes, s'ils arrivent au pouvoir, de provoquer un référendum sur l'OTAN.

1^{er} juin. — Le roi reçoit MM. Calvo Sotelo, Fraga Iribarne et F. Gonzalez.

3 juin. — Le lieutenant-colonel Tejero et le général Milans sont condamnés à trente ans de prison et expulsés de l'armée pour leur participation à la tentative du 23 février 1981.

13 juin. — Ouverture de la Coupe du Monde de Football.

22 juin. — Voyage officiel du Président Mitterrand en Espagne.

29 juin. — La commission parlementaire de contrôle de la radio-télévision nationale dénonce la violation du statut de cette dernière.

1^{er} juillet. — Le PSOE demande des élections anticipées.

13 juillet. — L. Lavilla est élu président de l'UCD.

22 juillet. — Démission, à la demande du Gouvernement, du directeur général de la radio-TV.

24 juillet. — Lettre pastorale des évêques basques énergiquement hostiles au projet de loi sur les autonomies.

31 juillet. — Présentation par Adolfo Suarez d'un nouveau parti : le CDS.

27 août. — Le président du Gouvernement dissout les Cortès et fixe au 28 octobre la date des élections anticipées.

6 septembre. — L'intoxication due à l'huile frelatée a fait 331 morts.

7 septembre. — Le pape accepte, à la demande des évêques espagnols, de retarder sa visite après les élections.

30 septembre. — L'ETA politico-militaire (VII^e Assemblée) annonce sa dissolution et l'abandon de la lutte armée.

2 octobre. — Arrestation de deux colonels et un lieutenant-colonel qui préparaient un coup d'Etat pour le 28 octobre, veille des élections.

6 octobre. — Ouverture officielle de la campagne électorale.

11 octobre. — Annonce par le ministère de la défense que la tentative de coup d'Etat du 28 octobre incluait le bombardement du palais royal et de la présidence du Gouvernement.

22 octobre. — Publication d'un sondage prévoyant une large victoire du PSOE.

28 octobre. — Elections générales. Le PSOE obtient la majorité absolue.

31 octobre. — Début de la visite officielle du pape en Espagne.

2 novembre. — Devant un million de personnes à Madrid, le pape condamne le divorce et l'avortement.

6 novembre. — S. Carrillo démissionnaire est remplacé par G. Igelias comme secrétaire général du PCE.

9 novembre. — Fin de la visite du pape.

25 novembre. — Le roi inaugure la nouvelle législature et pressent F. Gonzalez pour former le nouveau Gouvernement.

30 novembre. — F. Gonzalez présente son programme au Congrès.

1^{er} décembre. — F. Gonzalez est investi par 207 voix contre 116 et 21 abstentions et 6 non-votants.

3 décembre. — Prestation de serment au roi des nouveaux membres du Gouvernement.

4 décembre. — Dévaluation de la peseta de 8 %.

16 décembre. — Pour la première fois, nomination d'une femme comme gouverneur civil d'une province.

22 décembre. — Le Gouvernement adopte le principe de la semaine de quarante heures.

29 décembre. — L'assassinat de deux gardes civils à Irun par l'ETA ruine l'espoir d'une trêve au Pays basque.

Le directeur de la Publication : Jean GICQUEL.

Imprimé en France, à Vendôme

Imprimerie des Presses Universitaires de France

ISBN 2 13 038437 4 — ISSN n° 01520 768 — Imp. n° 29 818

CPPAP n° 59 303

Dépôt légal : Janvier 1984